

De Paris, à l'aube du vendredi 12 octobre 1955
Lettre n° 1.962

Monsieur,

Il est interdit d'en douter, puisque deux ministres l'ont dit : les prix du lait, de la betterave, du colza, du riz et de l'électricité seront publiés mardi au Bulletin Officiel des Prix. Les deux ministres ne sont d'ailleurs pas des plaisantins, puisqu'il s'agit de René Mayer et d'Emile Hugues. Néanmoins, leur affirmation est quelque peu aventureuse, car, hier au soir, après un comité interministériel et un conseil de cabinet, rien n'était encore décidé. Les accords de principe intervenus sur le lait et sur le colza étaient même remis en question. Bref, la discorde la plus parfaite régnait entre les ministres financiers et celui de l'Agriculture. Cela ne signifie évidemment pas que l'accord ne puisse s'établir d'ici mardi, ni même que René Pleven ne passera pas outre aux objections d'Antier et ne publierà pas les prix qu'il estimera raisonnables. En tout cas, hier au soir, le baromètre ministériel n'était pas particulièrement au beau fixe.

La comédie commença dans l'après-midi, quand les journaux furent avisés téléphoniquement qu'un comité interministériel important se tenait au ministère des Finances. Les journalistes accrédités se présentèrent et furent tout étonnés de constater, à la sortie, que ledit comité interministériel comportait en tout et pour tout deux ministres : René Mayer et Emile Hugues, les autres départements étant représentés par des fonctionnaires ou des membres du cabinet. La qualité remplace heureusement la quantité, mais elle n'est pas toujours synonyme de franchise, car Mayer et Hugues déclarèrent, avec le petit air guilleret que donne souvent une mauvaise conscience : "Tout va bien. Nous sommes parfaitement d'accord sur tous les prix, mais nous ne pouvons vous les révéler, car nous cherchons Antier pour lui faire signer les décrets".

Il me gêne évidemment beaucoup de l'écrire, mais c'était faux. Je ne dirai pas que les ministres mentaient, car, si j'en crois certaine définition, "mentir, c'est parler contre sa pensée à quelqu'un à qui on doit la vérité", et personne n'a jamais prétendu que les ministres dussent la vérité aux journalistes. En tout cas, aucun accord n'était intervenu au cours de ce comité interministériel. Il n'intervint pas plus lors du conseil de cabinet qui devait suivre.

Je reprends d'ailleurs mon récit. Le comité interministériel s'était tenu rue de Rivoli; le conseil de cabinet se tint à Matignon. A son issue sort Buron. "Le gouvernement n'est pas pressé, dit-il en substance. Les prix seront fixés plus tard. Pour le lait, il n'est pas certain qu'il soit mensuel. Il pourrait varier dans un cadre plus étroit que le mois. Pour le colza, il est sage d'attendre les cours internationaux des arachides. Dans l'ensemble, il faut tenir compte des circonstances atmosphériques." C'était habile. Le mot de "désaccord" n'avait pas été prononcé. Le retard était justifié et les journalistes rassurés quant à la sagesse du gouvernement, qui se donnait le temps de réfléchir et qui, ne voulant rien laisser à l'aventure, prenait pour guides expérimentés et pour arbitres impartiaux les mercuriales internationales et les bulletins météorologiques.

Mais quand Mayer et Hugues sortirent, il fallut déchanter : "Les prix, dirent-ils, seront publiés mardi". Le petit jeu recommençait donc et voyez comme les journalistes ont mauvais esprit : ils avaient cru Buron; ils étaient prêts à expliquer à leurs lecteurs que la sagesse

était d'attendre. Ils n'ont pas cru les autres et je ne jurerais pas qu'ils ne rédigeront pas quelque article incendiaire pour dénoncer la mauvaise foi de nos gouvernents. Pour ma part, je suis tout disposé à croire que les barèmes seront publiés mardi, mais ce contre quoi je m'insurge, c'est l'affirmation que l'accord est d'ores et déjà intervenu. Pour la betterave, par exemple, Mayer, qui proposait 4.640, est monté jusqu'à 4.800, mais Antier jure ses grands dieux qu'il ne descendra pas au-dessous de 4.900. Pour le lait, le même Antier ne veut plus du barème officieusement fixé mardi; il ne démordra pas de 29 francs, au minimum. Les diverses associations professionnelles lui poussent en effet l'épée dans les reins et l'on reparle de la triste éventualité du retrait des ministres paysans, si les prix sont trop éloignés de ceux que la C.G.A. a calculés.

Je n'en crois rien, mais la menace existe. Au demeurant, et même hormis ces discordes intestines, René Plevon est inquiet sur le plan de la politique pure. "Il y a du lâchage dans l'air", disait hier un observateur qui ne se pique pas de beau langage. Il y a effectivement du lâchage dans l'air, et non seulement du côté radical, mais aussi du côté M.R.P., bien que les déclarations du socialiste Guy Mollet, quant à la permanence conditionnelle du soutien de la S.F.I.O., aient apporté quelque réconfort à Plevon. Le drame c'est que trop de gens pensent que le comportement gouvernemental est une aimable plaisanterie qui commence à tourner au ridicule. Cette opinion ne se manifeste pas encore beaucoup, à cause des élections cantonales, mais dès la semaine prochaine elle pourrait parfaitement se répandre. Au reste, il ne faut rien dramatiser. Je ne crois guère à une crise, qui recevrait difficilement sa solution, et René Plevon peut vivre encore, à condition d'agir le moins possible.

C'est ainsi que le conseil de cabinet s'est soucié des textes d'application des lois scolaires, mais qu'il a décidé de l'emploi d'une procédure qui, pratiquement, ajourne leur publication jusqu'après les congrès du parti radical et de l'U.D.S.R. C'est fort prudent. De même, il a parlé des fonctionnaires, sans rien décider. Le gouvernement a demandé aux recteurs d'académie leur avis sur la correction des copies d'examen. En attendant, les candidats au bachelot peuvent accéder à la classe supérieure et ont toutes chances d'être dispensés de l'oral. Plevon va s'acquérir ainsi de la popularité parmi cette jeune génération.

Par contre, sur le plan de la tactique monétaire, René Mayer agit. Vous lirez dans la presse les mesures prises, depuis la modification du taux d'escompte de la Banque, jusqu'à l'augmentation de 100 à 500 millions de la limite au-delà de laquelle les autorisations de résescompte sont soumises à l'approbation de la Banque, en passant par la limitation des avances et par le rappel impératif des plafonds de résescompte et de l'obligation pour les banques de nourrir en portefeuille un minimum d'effets publics. Ce sont là des mesures dont Bloch-Lainé disait hier qu'elles sont destinées à lutter contre toute anticipation sur une dépréciation monétaire, "qui n'est absolument pas fatale". Evidemment, elle n'est pas fatale, mais vous vous souvenez de ma lettre de lundi et du crédit que j'attache désormais aux bruits qui circulent dans les milieux du gouvernement d'une manipulation monétaire, à intervenir dans ces toutes prochaines semaines. Si le parlement était convoqué ce samedi-ci ou l'autre, avouez que Bloch-Lainé aurait quelques raisons de maudire son ministre. Etre le porte-parole des grands vous a de ces sujétions... .

Sur le plan international, la principale nouvelle de la nuit est la remise par Vychinski de la réponse soviétique à la note des Alliés, concernant le traité de paix avec l'Italie. L'U.R.S.S. se déclare partisan de la révision de ce traité, à la condition que l'Italie se

retire du Pacte atlantique et ne cède pas de bases militaires sur son territoire. A la suite de quoi elle pourrait être admise à l'O.N.U., à cette autre condition qu'il en fût de même de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Finlande et de la Hongrie.

Pour l'affaire Egyptienne, les positions se prennent et l'entrevue de Nahas Pacha et de Farouk, simplement signalée par la presse, me paraît fort importante. Ainsi que je vous l'ai écrit hier, Farouk sera un élément modérateur pour la suite des événements.

Quant à l'affaire iranienne, elle a donné lieu à une conversation entre Trygve Lie et Mossadegh. Le secrétaire général de l'O.N.U. propose ses bons offices pour servir d'intermédiaire entre la délégation iranienne et la délégation britannique, mais il propose aussi le plan Morganthau, qui prévoit l'acquisition de la majorité des actions de l'A.I.O.C. par la Banque Internationale, pour le compte des Nations Unies. Vous vous souvenez de ce récent voyage en Suisse de Thorp, adjoint d'Acheson, et de ses tentatives pour faire acquérir par les banques suisses les participations du Shah, négociées par l'impératrice d'Iran. Le second stade de l'opération était le rachat en Suisse par les Américains ou par la Banque Internationale. Mais Thorp ne pouvait pas s'engager formellement et cela explique les réticences helvétiques.

Un plan analogue au plan Morganthau pour l'Iran pourrait, dit-on, être appliqué pour le canal de Suez. Ce serait l'occasion de dénombrer combien d'actions du Canal sont entre les mains des Soviets qui, depuis quelques années, en sont très friands.

paul dehème

E N V R A C et E N B R E F

Pour le Commissariat général à l'Energie atomique, il est question de Harmant, actuellement directeur général de la S.N.C.F., qui, dans ce cas, serait remplacé par Boyaux, l'un des directeurs généraux adjoints.

Un nouveau parti. - Dans certains milieux, on parle du lancement d'un parti centre-droit qui apparaîtra nécessaire quand éclatera la crise de régime à laquelle on s'attend d'ici quelques mois.

Nickel et cobalt. - Nous manquerons des deux, si l'on en croit la Conférence internationale des matières premières, qui a chiffré, pour le dernier trimestre de l'année, le déficit de nickel à 25.000 t. et celui du cobalt à 2.000 t.

SITUATION APPROVED FOR RELEASE 2002/08/15 CIA-RDP83B00415R01028005D0093IERS
avec les pays non membres de l'Union Européenne des Paiements

Situation au 20 Septembre 1951

En milliers d'unités

Pays	mon naie de compte	plafond prévu aux accords	Soldes compensés des comptes de la B. de Fr. et des banques d'émission étrangères			
			au 13 Septembre 1951		au 20 Septembre 51	
			an/débit	an/credit	an/débit	an/credit
EGYPTE	LE	4.000		7.040		7.215
MEXIQUE	P.	45.225	31.240		37.271	
TCHECOSL.	CT	250.000		78.610		87.540
YUGOSLAVIE	D.	150.000	30.400		30.482	
ARABIE S.	FF		21.390		21.390	
ARGENTINE :						
C/central	FF	15.000.000	1.910			1.098.325
C/particul.	"		5.756.330	1.405.690	5.756.330	1.405.690
BRESIL :						
C/ordinaire	FF	7.000.000	2.042.670		2.895.3II	
C/particul.	"		3.005.050	550.280	3.005.048	550.279
BULGARIE	"				764	
ESPAGNE	"	2.800.000	587.700		608.9I7	
FINLANDE	"	2.100.000		II4.I70	I2I.I60	
HONGRIE	"			56.840		
POLOGNE	"	1.785.000		I.780260		I.784.II7
PEROU :						
C/attente	"	35.000	52.710		50.540	
C/accord	"		76.II0		75.605	
BOLIVIE	S				4	
CHILI						
EQUATEUR	"	500	I.020		I.018	
JAPON	"	3.000		I.090		863
PARAGUAY	"		50		45	
URUGUAY	"	3.950		3.650		3.486

POSITION DE LA FRANCE VIS A VIS DES PAYS DE L'UEP

Situation au 20 Septembre 1951

En milliers d'unités de compte

Pays	Position bilatérale depuis le 1/7/50		Position bilatérale de puis le 1 ^o Septembre 1951			
	au 1 ^o Septembre 1951		au 13 Septembre 1951		au 20 Septembre 1951	
	an/débit	an/credit	an/débit	an/credit	an/débit	an/credit
ALLEMAGNE		I03.I22	570		I 9.383	
U.E.B.L.	26.205		7.790		I2.477	
DANEMARK		23.627	80		845	
HOLLANDE		36.963	4.420		7.436	
ITALIE	57.33I		3.990		6.329	
NORVEGE		603	I.060		I.42I	
PORTUGAL	23.076		2.140		2.975	
SUEDE		25.368	2.220		3.74I	
SUISSE		I0.445	I.080		2.453	
ROYAUME UNI	I.697		2.380			I59
AUTRICHE		20.080	450		449	
GREECE		I2.498	I00		52	
ISLANDE		405				I
TURQUIE		II.049		500		644
Totaux	I08.309	244.I60	29.II0	2.820	47.56I	
Soldes nets		I35.85I	26.230		46.757	804
Interêts		2.360				
Position cumulative		138.211	99.279		91.454	